



## INFO LUTTES

Montreuil, le 22 Janvier 2019

### Les chiffres clefs

- **1 818**, c'est le nombre de **cheminots** ayant rejoint la CGT en 2018 ;
- **1 686**, c'est le nombre de cheminots **actifs** ayant rejoint la CGT en 2018 ;
- **132**, c'est le nombre de cheminots **retraités** ayant rejoint la CGT en 2018.

Toute l'année, la Fédération CGT, ses syndicats locaux, sont aux côtés des cheminots afin de combattre les orientations libérales de la direction SNCF et du Gouvernement.

Partout, des luttes s'organisent à l'image de celles reprises dans cette « Info-Luttes ».

Nous devons, ensemble, les démultiplier.



Limoges, le 10 janvier 2019

#### Région de Limoges

**Action de grève et rassemblement des cheminots de l'Infrapôle Indre - Limousin.**

Le jeudi 10 janvier 2019, les cheminots de la maintenance du réseau étaient en grève pour s'opposer aux transferts de leurs métiers vers des entreprises privées.

Les dirigeants de notre entreprise veulent passer de la sous-traitance complémentaire à une sous-traitance majoritaire. Plus rien n'échapperait au projet d'externalisation. La maintenance voie, les caténaires, les services mécaniques, les annonces de chantier, le traitement de la végétation, le service électrique... l'externalisation devient un dogme pour la Direction. Passer du savoir-faire au savoir-faire-faire.

Pourcentage de grévistes : **Exécution** : 42,33 %, **Maîtrise** : 46,36 %, **Cadres** : 17,78 %, soit un **total** : 38,60 %

A l'appel de la CGT, une bonne centaine de cheminots se sont rassemblés devant l'entrée du siège de l'Etablissement. Tous les collèges étaient représentés et les chiffres de grévistes démontrent bien l'inquiétude d'une grande partie des cheminots.

Une délégation est allée à la rencontre du DET, pour qu'il vienne s'adresser aux cheminots. Celui-ci ne s'est pas déplacé !

Les cheminots ne se laisseront pas dépouiller de leur travail dans des équipes territoriales pour que des entreprises venant des quatre coins de la France nous volent le droit de vivre et de travailler dans notre région.

**Les cheminots ont manifesté pendant près de 3 heures. Le DET n'a pas souhaité recevoir ses salariés. Il a dû, face à la mobilisation des cheminots, se résoudre, le lendemain, à proposer l'organisation d'une table ronde le 18 janvier 2019.**

**La CGT ne lâchera rien et exigera que le travail soit réinternalisé.**



## ► Région de Bordeaux

**Plus de 200 cheminotes, cheminots et personnels du CE de la région Aquitaine Poitou-Charentes sont venus interpeller le Directeur Régional.**

Sous l'impulsion de la CGT, les cheminots et personnels CE ont répondu conjointement présents, faisant front commun face à un directeur de région décomplexé... en apparence.



Bordeaux, le 20 Décembre 2018

En effet, après environ deux heures de débats sur la future convention TER, projet CGT à l'appui, ainsi que sur le projet d'accord CSE, ce dernier quittait la salle.

**C'est une première victoire à mettre à l'actif des cheminots et des salariés du CE qui, avec la CGT, ont prouvé qu'ils ne lâcheront rien face aux velléités de la direction de l'entreprise !**

## ► Région de Nantes

**Le parking du pôle social doit rester aux cheminots.**

Environ 70 cheminots, à l'appel de la CGT, se sont rassemblés le jeudi 13 décembre 2018, afin de protester contre la décision de SNCF Immobilier de privatiser l'accès au parking du pôle social, en confiant la gestion à EFFIA.

La CGT a décidé de mettre en place une pétition qui a récolté plus de 500 signatures en trois semaines afin de réclamer l'accès libre pour tous les cheminots actifs et retraités.

Ce parking est un lieu « symbolique », car le pôle social et son parking représentent un accès à la restauration d'entreprise, à l'action sociale, au cabinet médical, aux associations et aux activités sociales.

C'est aussi un lieu d'échange multimodal qui permet de laisser son véhicule et d'utiliser les transports en commun (train, tramway, ...).

**La pression mise en place par la CGT a commencé à payer puisque la direction a revu sa copie en ce qui concerne les restrictions d'accès. Si au départ un nombre de places était limité pour chaque établissement, désormais l'accès est facilité pour tous les cheminots actifs. Toutefois, les cheminots retraités en sont toujours exclus. C'est inadmissible.**

**La CGT continuera donc le combat et mettra tout en œuvre pour gagner !**



### Entreprise de nettoyage « La Pyrénéenne » : une lutte exemplaire !

Les salariés de cette entreprise ont la charge du nettoyage des locaux de la gare de Grenoble, et sont soumis, eux aussi, à des conditions de travail inacceptables. La SNCF, donneuse d'ordre, n'y voit rien à redire.



Du 14 au 17 décembre 2018, épaulés par le syndicat CGT des cheminots et l'Union Locale de Grenoble, 100 % des salariés se sont mis en grève et ont fait plier leur direction qui a dû consentir à des avancées : annulation du projet de réorganisation, reconnaissance de qualifications, progression conformément aux classifications en vigueur dans la branche, CDD au même niveau que les salariés qu'ils remplacent, tenues de travail. La lutte n'est pas terminée, car un audit sur la charge de travail de certains postes qui posent problème doit être réalisé.

**Si la prudence reste de mise sur le respect des engagements pris, cette lutte montre l'efficacité du rapport de force, et l'utilité de se battre tous ensemble !**

### Déshumanisation : une bataille gagnée à Saint-Brieuc !

Parce que les besoins du ferroviaire sont incontournables, le Syndicat de Saint-Brieuc organise la lutte permanente pour le service public ferroviaire. Et ça paye !

2018 aura été une nouvelle fois la preuve que, sans la force de notre organisation, la réussite est impossible.

A partir de la proposition « Ensemble pour le fer » de notre Fédération et du cahier revendicatif de la CGT Cheminots Bretagne pour une convention TER de haut niveau et le développement du ferroviaire dans notre région, les militants ont construit une forte mobilisation avec les cheminots.

En effet, suite aux annonces de suppressions de 3 postes en gare de Saint-Brieuc, le syndicat de Saint-Brieuc a déposé une DCI et a mené la fronde contre les dossiers de réorganisation. Celle-ci a conduit à une première journée de grève suivie à 100 % par les personnels à l'Escale puis une deuxième le jour de la mobilisation interprofessionnelle du 14 décembre dernier.

Les cheminots exigeaient le retour d'un ASCT à bord de chaque train sur la ligne de Dinan et l'emploi nécessaire dans la résidence ASCT de Saint-Brieuc. Nous avons obtenu la création d'un binôme d'équipe assistance dédié à la ligne, soit deux emplois créés à Saint-Brieuc au contrôle.

A l'Escale, nous avons obtenu que la direction renonce à la suppression du poste de réserve. Un renfort est ajouté le vendredi. Les agents des guichets ont également fortement interpellé la direction sur l'avenir de la vente humanisée. La CGT sera vigilante quant au respect des engagements et luttera encore pour le maintien du personnel dans nos gares et nos trains.

**Par le rapport de force engagé, les cheminots de Saint-Brieuc ont montré qu'il était possible de gagner.**

**Si la direction régionale, toujours avide de réorganisations et de business se plaît à détricoter ce qui fait la force de notre service public, le syndicat CGT de Saint-Brieuc se dressera toujours sur son passage.**



Gare de Saint-Brieuc



**CRTT : Déterminés à ne plus subir**

Depuis le lancement du Tram-Train sur la Région de Lyon en 2011, les conducteurs de l'Ouest Lyonnais CRTT subissent un véritable dumping social.

Lors des différents appels à la grève de la CGT, notamment lors de la manifestation du 16 Novembre 2017, la mobilisation des CRTT était de très haut niveau, de quoi aiguïser leurs esprits revendicatifs.

Depuis septembre dernier, cahier revendicatif sous le bras, les militants CGT ont gagné l'adhésion aux revendications (augmentation PMJS, accès école TB, conditions de travail, opposition à la concurrence) des 36 CRTT de l'Ouest Lyonnais lors de tournées, permanences et réunions. Très vite, l'idée d'une mobilisation d'ampleur et reconductible par période de 24h visant la fête des Lumières à Lyon naissait, période de trafic importante sur cette partie du territoire.

Le conflit débutait avec près de 95 % de grévistes. Quotidiennement, la reconduction du mouvement était votée en assemblée générale de grévistes, avec une participation importante des CRTT, devant une direction locale totalement hermétique, présumant même de la fin rapide du conflit.

Cette mobilisation de quinze jours pesait très concrètement sur la production, la direction était contrainte de fermer les deux lignes de l'Ouest Lyonnais Saint Paul-Brignais et Saint Paul-Lozanne quelques jours. Un tract aux usagers était réalisé par les CRTT afin d'expliquer les motivations d'un tel conflit.

Point d'orgue de cette mobilisation, la volonté des CRTT de discuter avec celui qui prendrait la décision d'accéder à leurs revendications, le directeur régional TER AURA. Ils réussissaient le tour de force de le faire descendre de sa tour d'ivoire suite à l'envahissement de la tour Incity le 20 décembre.

**Devant la volonté de ne pas céder, et les arguments des CRTT, la direction, après de longues heures de négociations, céda sur une revalorisation salariale par l'augmentation de leur prime moyenne journalière. Ainsi, une augmentation salariale de 50 euros environ était négociée.**

Fort de ces avancées, les CRTT ont décidé collectivement, à l'issue de l'entretien avec le directeur régional TER AURA, de suspendre provisoirement leur mouvement après quinze jours de lutte exemplaire, jusqu'à la signature de l'accord final du 29 janvier qui actera une partie des revendications.

**Cependant, le chemin revendicatif reste long... Conscients et déterminés, les CRTT se projettent maintenant dans la bataille contre la privatisation du Tram-Train de l'Ouest Lyonnais.**

## Poursuivons la lutte partout et ensemble\* !



**En route pour les manifestations interprofessionnelles du 05 février 2019 !  
Préavis national du 04 février 2019 à 20h00 au 06 février 2019 à 07h55.**



\* <https://www.cheminotcgt.fr/adherer/>

